



FORCALQUIER

P4

LA POSTE

DISPENSE DE TIMBRAGE



RADIO ZINZINE
INFO

L'IRE des chênaies

N°965 - 5 juillet 2023

Les soulèvements et les malfai- teurs associés

Il était une fois dans un très beau pays
Une jeunesse qui pour l'avenir se faisait du souci
Leurs aïeux ayant un peu trop profité
Leur laissaient une terre complètement déglinguée

Le GIEC leurs annonçait un monde invivable
Une terre épuisée ma foi jusqu'au trognon
Si la précarité les rendait misérables
Seul une minorité amassait le pognon

Élus et entreprises leur firent de beaux discours
Tendant mollement de calmer le feu qui couvait
Se réfugiant bien à l'abri dans l'arrière cour
Ils virent à peine que déjà la terre brûlait

Tout est sous contrôle, ne vous inquiétez point,
Racontèrent-ils au peuple qui serrait les poings
A coups de COOP, de traités, de sommets, de lois
Nous aiderons les pauvres, sauverons le climat!

Grâce à la recherche et à l'innovation,
Nous éteindrons le feu qui consume la maison
Ignorant que vous êtes, vous n'avez rien compris
Nous sauverons et la planète et nos profits!

Certains ne l'entendaient pas de cette oreille
Le capitalisme, l'État c'est pareil
Vous avez déjà maintes et maintes fois échoué
Nous n'allons plus notre confiance vous accorder

A quoi bon les marches pour le climat, les pétitions
Elles finiront à la poubelle de toute façon
Quitte à défier les matraques, les flics et l'État
Allons-y discrètement quand ils n'y sont pas

Malgré leurs différences, ils trouvèrent à s'unir
Pour le vivant et contre les projets mortifères
Ils prirent aussi le parti de désobéir
Et prirent comme nom les Soulèvements de la Terre

Dans la France entière ils allèrent chatouiller
Aux accapareurs de tout poil, faire un pied de nez
En Maurienne, à Lyon, à Rouen, à Sainte-Soline
Contre Monsanto, le Lyon-Turin, les méga-bassines

Les industriels n'eurent pas de mots assez durs
Contre tout ce mouvement prenant de l'envergure
Qu'est-ce que cette clique de terroristes, ces trublions?
Ces Amish empêcheurs de bétonner en rond

La lampe à huile qui leur sert de cerveau
Ne semble pas tant profiter à ces écolos
La Méga-machine doit continuer à tourner
La croissance il faut maintenir, quitte à tout casser

Pour faire taire ce mouvement, ma foi, légitime,
Les industriels se firent passer pour des victimes
Auprès d'un gouvernement bien galvanisé
Ivre de pouvoir après une retraite réformée

Tremblez vandales, saccageurs, pour vous c'est fini
Nous viendrons vous chercher jusque dans votre lit!
Enfermés dans nos geôles nous vous cuisinerons
Finies les bêtises, subissez la répression

Nous prônerons une écologie bien proprette
Le système perdurera à coups de croissance verte
Gardons pour nous le monopole de la violence
Et passons les bavures des flics sous silence

On en a terrassé des plus coriaces que vous,
Éborgné les gilets jaunes, les retraites et tout
La loi quoi qu'il en soit sera de notre côté
Même si elle ne sert qu'une minorité!

Lancez des pavés, usez bien vos godillons
Cassez-vous la voix en chantant vos chansons
Vous n'arrêterez point notre fuite en avant
Allez c'est fini, dissolvons les soulèvements.

Il serait temps de trouver une morale,
Mais nul ne peut prédire la fin de cette fable
Car si l'exécutif a l'air bien remonté,
Le mouvement en a encore sous le pied

Et si on ne peut dissoudre la colère
Contre ces crapules qui nous volent l'eau et la terre

Ces idiots prêts à tout pour faire de la tune
Et voulant dissoudre le doigt qui montre la lune

Comme il est grand temps de tous les sécher
Maintenons la lutte de tous les côtés
Sachons résister autant que nécessaire,
Gardons l'esprit des Soulèvements de la Terre

Momo

Justice d'abattage dans les tribunaux

-Des centaines de peines de prison ferme pleuvent sur
les personnes arrêtées ces dernières nuits-

«Dans une société hiérarchisée, on ne parle pas aux poli-
ciers comme à des égaux, on obtempère.»

Ce sont les mots d'une procureure à Marseille, lors du
procès de personnes arrêtées dans les rues de la ville, un
soir de révolte.

Cette magistrate définit en une phrase ce qu'est une so-
ciété fasciste, un État policier. Loin, très loin, des principes
d'abolition des privilèges, d'égalité devant la loi, principes
qui sont théoriquement la base de cette «République» dont
parlent tant nos élus.

En seulement 4 nuits de révolte, la police a arrêté au
moins 3200 personnes. Des rafles de masse, souvent au
hasard. Et des arrestations [plus ou moins, ndlr] systéma-
tiquement suivies d'une comparution immédiate, c'est-à-
dire un jugement immédiatement après la garde à vue,
conformément à la demande du ministre de la Justice Du-
pont-Moretti. Des procès expéditifs, sans préparation,
sans preuve, expédiés en quelques minutes. Une justice
d'abattage, de classe, raciste.

Une justice qui a pour consigne d'incarcérer le maximum
d'indésirables, de les terroriser. Lors de ces procès, les
procureurs parlent de «peines pour l'exemple», destinées
à «dissuader les autres». Ce mardi, 350 personnes ont déjà
été envoyées derrière les barreaux, selon le Ministre de la
justice. Et cette véritable boucherie judiciaire continue
chaque jour dans les tribunaux.

L'avocat Rafik Chekkat a assisté à ces comparutions ul-
tra-violentes à Marseille. Il évoque une succession d'exé-
cutions judiciaires pures et simples. Les procès ont lieu à
huis clos, la présidente a fait évacuer le public. La justice
est rendue, on le rappelle, «au nom du peuple français».

Parmi les nombreux cas: un homme contrôlé en scooter
avec un paquet de fromage récupéré dans un Monoprix. Il
prend un an de prison ferme pour «recel». Un autre a été
retrouvé par la police avec une cannette de Redbull, elle
aussi volée dans un magasin qui avait été dégradé. 10
mois ferme. Pour une canette.

Trois hommes, sans antécédents judiciaires, ont ramassé
des pantalons Hugo Boss devant le magasin après qu'il ait
été cassé. Les vidéos montrent qu'aucun d'eux n'est entré
dans le magasin. La Procureure demande de la prison fer-
me. «Les trois hommes ont sans doute touché les objets,
mais rien n'indique qu'ils les aient pris» précise Rafik
Chekkat. Un lycéen part immédiatement derrière les bar-
reaux.

Un homme de 58 ans est jugé pour «recel» pour avoir ra-
massé des objets au sol trois heures après un pillage. Il est
jugé coupable et condamné à une peine d'un an de prison
ferme. «Du jamais vu» écrit l'avocat.

Trois hommes qui ne se connaissent pas, mais qui ont été
arrêtés ensemble, selon les policiers, dans un magasin Mo-
noprix, sont jugés ensemble. Ils n'ont rien volé. Il n'y a pas

de témoignages et de vidéos. Seuls les procès verbaux de la police font foi. Prison ferme.

Deux trentenaires et un cinquantenaire ont été arrêtés par la BAC dans un magasin Auchan. Ils ont été frappés, l'un d'eux a la mâchoire et la main cassées. Un autre est blessé à la jambe. Un policier accuse un prévenu d'un coup à la tête, mais son certificat médical n'indique aucune blessure au visage. C'est parole contre parole. Il dit avoir perdu une chaîne en or d'une valeur de 500 et réclame un remboursement. «Tentative de vol» pour les trois, «rébellion» pour deux d'entre eux. L'un d'eux voulait «prendre des fruits, car il n'en mange plus à cause de l'inflation». Ils n'ont pas de casier. 6 mois de sursis pour le premier, 12 mois de prison dont 10 de sursis pour le deuxième, 18 mois ferme et une lourde somme à verser au policier pour «préjudice moral» pour le dernier.

Quelques centaines de kilomètres au nord, les mêmes scènes ont lieu au tribunal de Nanterre. «De très jeunes hommes, issus des quartiers populaires des Hauts-de-Seine, français, et en majorité noirs ou maghrébins» comparaissent à la chaîne, explique Médiapart.

Yamadou, 21 ans a été arrêté avec un feu d'artifice. Il est ouvrier, il rentrait du travail. Il a été attrapé par la police après avoir fait tomber son téléphone. «Ma grosse erreur, c'est d'avoir pris le feu d'artifice. Il était par terre, à côté de la mairie», il dit avoir tiré «vers le ciel». Deux membres de sa famille ont subi de graves violences policières. Quand il avait 17 ans, son cousin a pris six balles par des policiers, et a été indemnisé. Les tireurs n'ont jamais été condamnés. Selon les magistrats, c'est un indice de culpabilité: il aurait «voulu se venger». Yamadou n'a pas de casier. «C'est dur de s'en sortir de là d'où je viens» dit-il. «Au vu du contexte», le procureur demande de la prison ferme. Il part le soir même en détention.

Yvan, 18 ans, est accusé d'avoir brûlé une poubelle. Il dit qu'il se baladait dans le quartier. Il a été arrêté à côté d'un mineur qui avait un briquet. Une «destruction en réunion, une circonstance aggravante» pour le procureur, qui réclame une peine de huit mois de prison, avec mandat de dépôt.

Un autre, accusé de tir de mortier, se voit sermonner: «Il faut avoir confiance dans les institutions!» par le procureur, qui réclame deux ans de prison, dont un an ferme avec mandat de dépôt. Voilà pour la confiance. Il part en prison dès la fin de l'audience.

Et ce ne sont que quelques exemples, parmi des centaines d'autres, de la violence inouïe qui se joue dans le calme des salles d'audience. Des juges, tranquillement installés dans leurs fauteuils, détruisent des vies de jeunes hommes accusés d'avoir réagi à l'exécution d'un adolescent par un policier. L'écrasement est total: humiliations, racisme, violences policières, et peines extrêmes pour ceux qui osent relever la tête. Pendant que les criminels en col blanc ou en uniforme sont systématiquement impunis et protégés.

À celles et ceux qui nous lisent: ne déclarez rien en garde à vue. Refusez les comparutions immédiates. Exigez un avocat. Essayez d'échapper aux griffes de la justice. Les

mauvais finiront, protégez-vous avant que la révolution ne balaie enfin leur monde odieux et finissant.

<https://contre-attaque.net>

Pour soutenir financièrement la défense juridique des inculpés, une caisse de soutien antiraciste est en ligne ici :
<https://www.cotizup.com/legalteamantiraciste>

Communiqué de Désarmons-les!

Nous étions présents lors des émeutes de 2005. Solidaires des émeutiers.es.

Déjà à l'époque, nous avons crié: «Zyed et Bouna, on n'oublie pas, on ne pardonne pas!».

Entre temps, nous avons créé un collectif pour le désarmement de l'État.

Nous avons passé dix ans à soutenir les victimes de violences policières partout où nous parvenions à entrer en lien avec elles et à faire du plaidoyer sur l'ensemble du territoire français ainsi qu'à l'étranger.

Durant toutes ces années, nous avons aussi crié «Pas de Justice, pas de Paix!». Nous n'avions pas confiance dans la Justice, mais nous avons joué son jeu malgré tout. Pour apprendre, pour comprendre, pour essayer, pour savoir. Nous avons fait toutes les procédures légales, nous sommes allés dans toutes les juridictions. Nous connaissons parfaitement la machine, ses rouages et ses vices cachés. En parallèle, nous avons décrypté le maintien de l'ordre, l'histoire coloniale de la police et les mécanismes de la violence, mais aussi le système d'impunité dont bénéficient les forces de l'ordre.

En France, un policier qui tue n'est pas jugé. Incriminé parfois, excusé toujours.

Combien de policiers condamnés à plus de 18 mois de prison avec sursis, plus de 3000 euros d'amende? Combien de policiers démis de leurs fonctions et interdits d'exercer? Combien de policiers interdits de port d'arme? Nous connaissons la réponse, que la population le plus souvent ignore et que même la plupart des journalistes ignorent. Vous pouvez chercher, vous n'en trouverez pas un seul. L'impunité est totale.

À ce stade, ce n'est plus de l'impunité, c'est une immunité.

En 40 ans, la police a tué plus de 800 personnes. Sous la présidence Sarkozy, nous étions à 15 morts par an, sous Hollande à 22, et sous Macron nous sommes passés à 30 par an, avec un pic à 52 morts en 2021.

Depuis la loi de 2017 qui définit les situations dans lesquelles les forces de l'ordre peuvent ouvrir le feu sans craindre d'être inquiétées par la justice, le nombre de morts par balle a explosé.

Avant, la légitime défense n'avait qu'une définition, qui était la même pour toutes. Depuis, les policiers bénéficient d'un régime spécial, leur accordant une présomption de légitime défense.

L'article L.435 du Code de la Sécurité Intérieure a ainsi considérablement allégé le poids de détention. En ce sens, c'est un permis de tuer. La peine de mort n'a pas été abolie, son application a juste été confiée aux seules forces de l'ordre. (...)

Les syndicats de police sont un État dans l'État. Leurs discours sont autant d'incitations à l'émeute policière et aux exactions, tout cela au nom de la raison d'État et d'une République qui n'a de républicaine (...) que le nom.

Et l'État, dirigé par des pyromanes néolibéraux entièrement inféodés à des patrons libertariens, ne tient plus que par sa police. L'État réduit à son seul rôle de gendarme, c'était le rêve des théoriciens ultra-libéraux et monarchistes. (...)

L'impérialisme occidental a d'abord engendré l'esclavage et la colonisation, puis leur sous-produit, le terrorisme islamiste. Le terrorisme islamiste n'est que l'une des têtes de l'hydre

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7

Apt 92.7-Manosque 105-Digne 95.6-Sisteron 103-

Briançon 101.4-Embrun 100.9-Gap 106.3-Aix en

Provence 88.1-Marseille et alentours, sur poste DAB+

Zinzine- site web: <www.radiozinzine.org>

fasciste dont le berceau est bien en occident, et en France en particulier. L'islamophobie et la résurgence du fascisme le plus violent en sont la conséquence directe, fruit de l'ignorance et des discours essentialistes et autoritaires d'un Pouvoir dirigé par les enfants de la bourgeoisie coloniale pétainiste et gaulliste. Une élite bercée d'une mythologie chauviniste dont les idoles sont bien souvent des seigneurs et des guerriers sanglants, plutôt que des philanthropes ou des artistes inspirants.

Plus de 60% des policiers et gendarmes votent pour des partis d'extrême droite fascistes. Soyons plus précis: néo-pétainistes.

Les prolo blancs racistes gangrènent la police, suppléés par des prolos racisés qui ont oublié leur histoire ou qui obéissent aveuglément aux logiques racistes et masculinistes dominant leur corporation. Dans la rue, ils reçoivent désormais le soutien actif de bandes armées néo-pétainistes constituées par les petits-enfants de la grande bourgeoisie, excités à l'idée de reproduire les croisades et les pogroms du passé.

Chaque semaine désormais, à Lyon, Paris, Nantes, Bordeaux, Montpellier, Angers ou encore Annecy, des groupuscules fascistes sortent frapper des gens avec des barres de fer et des bâtons. Leur projet de société, c'est des murs, des barbelés, des milices et des pendus. Comme l'État islamique ou Wagner, pas mieux.

Et la police les protège, la Justice les couvre, les partis politiques de droite les recrutent. Parce que ce sont les enfants de ceux qui siègent à l'Assemblée et au Gouvernement.

Le Gouvernement lui, poursuit sa destruction de la protection sociale, de l'éducation et de ce qui fait société, tout en accélérant la destruction du vivant et de l'environnement, écrasant et humiliant toujours davantage le peuple qui travaille contre son gré pour que cette absurde machine tourne. Macron, avec sa tête de banquier ahuri, détruit tout frénétiquement pour satisfaire son microcosme de super riches libertariens et de premier-e-s de cordée, avec la croyance crétine que l'économie se réglera d'elle-même, apportant paix et prospérité dans un monde où chacun serait son propre maître. Le néant de la pensée philosophique, terreau de l'individualisme le plus méprisant.

Et quand le peuple se révolte, quand les jeunes issus de l'immigration post coloniale se révoltent, quand les antifascistes, les écologistes et les féministes résistent, alors la police et les fascistes les répriment avec violence, en parfaits larbins d'un système capitaliste et individualiste qui court à sa ruine.

La France se pensait comme le phare de la civilisation. Il se pensait comme le pays des Lumières, de la Révolution, des Droits de l'Homme et de la démocratie sociale. Elle n'en aura été que la négation coloniale. Sa mégalomanie et son suprémacisme l'auront amené à coloniser un tiers de la planète, imposant son modèle par la force et par la violence, pillant le Sud pour permettre au Nord de bénéficier d'un État Providence et à sa population de se nourrir d'illusions. Tant qu'il y avait des sous...

Mais l'État Providence

n'était qu'une illusion de courte durée.

Le capitalisme ne s'embarrasse pas avec le fait d'aider les pauvres à survivre.

Les valeurs universelles que la France croyait promouvoir n'étaient qu'une illusion.

La sociale-démocratie n'était qu'une illusion.

Plus encore, c'était un mensonge.

La réalité, c'est l'autoritarisme, la prédation et la violence des mercenaires de la Bourse.

Aujourd'hui enfin les masques tombent. Après la révolte des Gilets Jaunes, il n'en restait déjà plus beaucoup.

Et s'il faut que l'illusion s'évapore dans les flammes des émeutes, alors nous l'acceptons.

Ce n'est qu'un juste retour de bâton. «Nous brisons vos vitrines parce que vous brisez nos vies».

Et si c'est de la racaille, alors nous en sommes, toujours solidaires des émeutes populaires.

Pour honorer Nahel et toutes les victimes de la violence d'État, le seul apaisement qui vaille, c'est une transformation sociale totale et radicale! Sans État, sans flics, sans prisons, sans patrons et sans fachos!

Le Collectif Désarmons-les!

(intégralité du communiqué sur <https://desarmons.net>)

Rassemblement de soutien face à la répression du mouvement écologiste

11 juillet - 2 convocations à Aix dans l'affaire Lafarge

Les 5 et 20 juin derniers, lors d'une opération coordonnée de plusieurs services de police et de gendarmerie, 35 personnes ont été placées en garde à vue pour différents prétextes: les unes dans le cadre d'une instruction sur le désarmement de l'usine Lafarge de Bouc-Bel-Air le 10 décembre 2022; les autres dans celui d'une procédure lancée suite à la manifestation du 25 mars à Sainte-Soline contre les méga-bassines. Ces deux vagues ont eu lieu juste avant la dissolution des Soulèvements de la Terre par décret le 21 juin. Elles prennent le relais d'une répression par les armes -on se souvient encore des 4000 grenades lancées par les forces de l'ordre à Sainte-Soline- et d'une communication criminalisante -Darmanin avait accusé d'écoterrorisme les participant.es à la première manifestation de Sainte-Soline, en octobre dernier. L'ensemble dessine une stratégie globale d'étouffement des mouvements écologistes conséquents de notre époque. Un comité de soutien nous a transmis cet appel.

Concernant les deux manifestations contre les méga-bassines à Sainte-Soline, deux personnes sont déjà en détention -l'une a écopé de 10 mois ferme avec mandat de dépôt, l'autre est en détention préventive et risque 7 ans de prison), quatre autres passent en procès le 27 juillet, sept le 8 septembre et trois le 21 septembre pour «organisation de manifestation illégale». Dans «l'affaire Lafarge», deux personnes sont convoquées devant un juge d'instruction à Aix-en-Provence le 11 juillet prochain à 14h.

La justice semble plus pressée de chercher coûte que coûte des personnes à arrêter que de poursuivre les gendarmes et la préfecture ayant une nouvelle fois pris le risque de tuer des manifestant.es à Sainte-Soline. La collusion entre des leviers répressifs déclenchés par le parquet (Sainte-Soline), le gouvernement (dissolution) et un juge d'instruction (Lafarge) interrogent sur une association de malfaiteurs chaque jour un peu plus manifeste: celle que constitue ce gouvernement avec certaines des industries les plus toxiques du pays.

Radio Zinzine Info

F - 04300 Lumans

Tél. 09 74 53 46 19

e-mail: info@radiozinzine.org

site: www.radiozinzine.org

Publication hebdomadaire

Com. Paritaire N°0224G87780

ISSN: 1248-2951

Directeur de Publication

Jean Duflot

Édité et imprimé par l'

Association Radio Zinzine

Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

Abonnement:

22 € pour 6 mois

42 € pour 1 an

abonnement de soutien 50€

Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

Lafarge fait partie de ces dernières. Pollutions de l'eau et de l'air par ses centrales à béton en région parisienne qui atteignent les enfants et écoles environnantes; extension de ses carrières en Loire Atlantique ou en Mayenne détruisant la biodiversité et asséchant les sols; scandales de pollution dramatiques de la fameuse usine de La Malle à Bouc-Bel-Air. Cette dernière fait d'ailleurs partie des 50 sites les plus polluants de France. Depuis 2018, l'usine bénéficiait d'une dérogation préfectorale qui lui permettait de dépasser les normes en matière d'oxydes de soufre (SO2) fixées par l'Union européenne. Face à elle, l'association de riverains Bouc-Bel-Air Environnement se bat depuis plusieurs années pour de meilleures conditions de vie. Cerise sur le désastre: Lafarge a été reconnu coupable de financement de l'organisation Daesh en Syrie, en connivence avec l'État français. Bref, elle correspond littéralement à la définition qu'on pourrait donner au terme d'écoterrorisme.

Le seul procès qu'il y aurait lieu de convoquer dans cette affaire, ce serait donc celui de Lafarge et de la complicité du gouvernement français avec ceux qui, à l'heure de l'urgence climatique, compromettent les conditions mêmes de la vie sur terre à la seule fin de maintenir leurs profits. Le secrétaire général de l'ONU a récemment déclaré que la réponse des gouvernements du monde au dérèglement climatique était pitoyable. L'attitude du gouvernement Macron à l'encontre du mouvement écologiste l'est tout autant. Il devra rendre compte un jour de ses responsabilités dans la perpétuation du ravage environnemental face aux jeunes générations dont l'avenir est gravement compromis et qui ne se laissent plus précipiter au fond du gouffre sans résister.

Nous dénonçons fermement l'arsenal qui a été déployé ces dernières semaines et mois à l'encontre du mouvement écologiste. Dans cette affaire, l'implication, selon les endroits, de la Sous-Direction Antiterroriste aux côtés parfois de la BRI (Brigade Antigang) et de la Gendarmerie montre ce à quoi ce gouvernement est prêt pour tenter d'étouffer un soulèvement, pourtant absolument vital, pour la défense des terres et de l'eau. Placages au sol, mise en joue des interpellés avec des armes à feu (y compris devant des enfants), interventions coordonnées sur tout le territoire, gardes à vue jusqu'à 96 h: les moyens déployés font écho pratiquement et symboliquement à ceux habituellement réservés au banditisme, à l'antiterrorisme. Ils font aussi écho – on l'a bien vu ces derniers jours avec l'assassinat de Nahel par la police lors d'un banal contrôle routier –, aux pratiques coloniales de maintien de l'ordre dans les quartiers populaires. Ces «correspondances» viennent rappeler à chacune que les moyens répressifs d'exception finissent toujours par être banalisés après avoir été testés sur des populations ou des groupes stigmatisés socialement, racialement ou politiquement.

Nous appelons donc à poursuivre l'élan de solidarité et de soutien pour nos deux camarades convoqués et envers toutes les personnes tuées, blessées, réprimées et injustement condamnées.

RDV le mardi 11 juillet à 13h30 devant le tribunal d'Aix-en-Provence, 40 bd Carnot.

Un comité de soutien aux mis.es en cause dans l'affaire Lafarge et les amies des soulèvements de la Terre PACA.

Contact: amiessltpaca@riseup.net

Soutien: parce que les perquisitions, gardes à vue et défense juridique coûtent (très) cher, il est aussi possible d'apporter votre soutien financier en participant à cette cagnotte solidaire nationale: <https://www.helloasso.com/associations/cacendr/collectes/caisse-de-solidarite>